



Feuille de Route Coalition 2021

Education et Formation au Changement Climatique

Co-pilotes: Aide et Action; CliMates ; Les Petits Débrouillards; Réseau Africain pour l'Education au Développement Durable (RAEDD); Institut National Polytechnique – Houphouët-Boigny; Ecole des Métiers de l'Environnement / UniLaSalle ; France Volontaires.

Cette feuille de route 2021/2022 vise à stimuler une logique dynamique en route vers le prochain [Sommet Climate Chance - Afrique](#) où pourront être présentés les nouveaux objectifs ainsi que des exemples concrets (en annexe) pouvant influencer la révision des Contributions Déterminées au niveau National (CDNs) prévues pour la COP26 en novembre.

I – OU EN SOMMES-NOUS ?

En Afrique, où la population est très jeune, l'éducation et la formation professionnelle sont des éléments majeurs de l'adaptation au changement climatique et de la lutte contre la pauvreté, qui est un enjeu crucial pour le continent. L'Afrique dispose également d'un fort potentiel pour promouvoir les savoirs locaux, traditionnels et autochtones dans le cadre de l'adaptation au changement climatique.

La feuille de route initiale de cette coalition reconnaît le rôle de l'éducation et de la formation comme outils de lutte contre le changement climatique permettant de mieux comprendre et traiter les informations et les risques. Il est également nécessaire de procéder à une refonte globale des systèmes éducatifs dans de nombreux pays, avec des formations ciblées pour les éducateurs. Même au niveau de l'élaboration des politiques, il semble y avoir une lacune, d'où la nécessité de disposer de décideurs mieux informés.

Un rôle important a été identifié pour les secteurs non étatiques et informels, qui ont été identifiés comme les sources d'information les plus populaires sur les questions liées au climat pour les jeunes, et ont réussi à mobiliser les étudiants et les jeunes pour l'action climatique. L'atelier virtuel de la coalition en 2020 avait également confirmé cela. L'atelier de 2019 à Accra avait mis en évidence le potentiel d'intégration des nouvelles technologies dans le secteur de l'éducation pour une collaboration plus étendue entre les différents acteurs, ainsi que l'importance de questions comme le genre, l'implication des communautés locales et une meilleure couverture des zones rurales.

Le problème du financement a également été évoqué comme un obstacle majeur à la diffusion d'informations et de formations sur les questions climatiques, et à la mobilisation des jeunes pour l'action. Dans ce contexte, il est également important d'améliorer les synergies entre les acteurs de la coalition pour avoir un meilleur accès aux financements.

Il est important de reconnaître que les questions d'éducation et de formation sont transversales, à travers les niveaux d'apprentissage, et que les différents niveaux nécessitent des approches uniques et spécifiques. Cela inclut

- La petite enfance et l'enseignement primaire



- l'enseignement secondaire
- Les universités et l'enseignement supérieur
- la formation continue et l'éducation des jeunes professionnels
- Formation professionnelle pour des emplois durables, en particulier pour les femmes et les groupes vulnérables
- Formation et éducation des principaux décideurs et élus
- Sensibilisation continue des communautés locales
- Formation spécialisée pour les employés des entreprises
- ciblage et sensibilisation continue des jeunes déscolarisés

Parallèlement, il est également nécessaire d'améliorer le stock de données existantes sur le changement climatique et les activités connexes en Afrique, afin de renforcer l'éducation et la formation par des preuves. C'est un projet sur lequel travaille déjà l'Observatoire Climate Chance, avec des ateliers dédiés.

II – OU SOUHAITONS-NOUS ALLER ?

Afin de redéfinir l'éducation pour répondre aux nouveaux défis posés par le changement climatique, le système éducatif doit être revu et modifié dans son attitude vis-à-vis des questions climatiques. L'éducation doit être axée sur le développement durable, mais aussi sur la citoyenneté nationale et mondiale comme moyen de promouvoir des valeurs communes. A la lumière du contexte décrit dans la section I, les objectifs suivants peuvent être identifiés pour cette coalition :

1. L'éducation environnementale de la population au sens large. Développement de modules de formation environnementale pour les jeunes afin d'intégrer l'adaptation au changement climatique et la réduction des risques de catastrophes dans le secteur de l'éducation. Une éducation environnementale de qualité est un élément clé de la capacité d'adaptation, c'est-à-dire des connaissances et des compétences nécessaires pour adapter les vies et les moyens de subsistance aux réalités économiques, sociales et écologiques associées au changement climatique. Cependant, pour que l'éducation ait un pouvoir de transformation, elle doit être basée sur des processus d'enseignement et d'apprentissage actifs, inclusifs et participatifs ; des enseignants qualifiés et stimulants ; des liens avec les communautés et les problèmes locaux. La pratique et l'application des connaissances à des cas concrets (et de proximité) sont nécessaires à la prise de conscience.



2. Le renforcement des capacités des éducateurs à tous les niveaux de l'enseignement est nécessaire pour s'assurer qu'ils diffusent l'éducation au changement climatique de manière factuelle lorsque les programmes et les manuels scolaires l'intègrent déjà, car cela constitue la base des connaissances sur le changement climatique qui seront transmises. Là où les manuels scolaires sont avares en thématiques liées à l'éducation au changement climatique, inciter à l'élaboration de ces manuels ou renforcer les thématiques existantes. Au niveau de la petite enfance, concevoir des bandes dessinées ou des dessins animés incitatifs à l'action pour les plus petits.

3. La formation continue des principaux décideurs et élus, y compris la diffusion d'informations et de bonnes pratiques qui peuvent être identifiées dans le monde entier. Ce type de formation permettrait de doter le continent africain de décideurs plus critiques, informés et sensibilisés au lien entre changement climatique et développement durable, cadres qui pourront assurer un suivi stratégique éclairé pour l'intégration de la dimension changement climatique dans le processus de planification et de budgétisation des projets et des politiques publiques.

4. L'implication d'acteurs locaux spécialisés dans les questions techniques et la formation pour assurer la qualité des informations transmises et le bon canal de diffusion afin de sensibiliser les jeunes et de les responsabiliser dans la mise en œuvre de la stratégie d'information. Les acteurs locaux ont également un rôle clé à jouer dans le rapport et la compilation des données climatiques au niveau local, qui alimenteront l'information et la formation.

5. La mobilisation et l'implication des acteurs des médias nationaux et locaux, et une utilisation plus large des capacités virtuelles qui ont été développées pendant la pandémie de Covid-19, dans la communication et l'information du public, en fournissant des outils d'information adéquats partout où cela est possible.

6. Surmonter les problèmes de financement, en favorisant l'accès régulier à un financement adapté à l'échelle et inclusif, afin de faciliter les partenariats multipartites (autorités, organisations spécialisées, organisations de jeunesse, organisations bénévoles, etc.) La création de partenariats entre associations pour leur permettre d'atteindre une taille minimale pour accéder aux financements et pour "accumuler" des connaissances sur les procédures des donateurs peut également être encouragée.

III – COMMENT SOUHAITONS-NOUS Y ALLER ?

Sans animateur dédié à 100% à cette coalition, le renforcement de sa dynamique repose essentiellement sur **la volonté de ses membres**. Les objectifs définis en 2018 ont été partiellement atteints, et nous avons l'opportunité virtuelle de s'accorder sur les prochaines priorités en fonction des besoins des membres.



A ce titre, il est proposé de cibler deux ou trois actions à inclure dans la feuille de route 2021/2022 pour être réalistes et de façon à pouvoir mesurer les progrès.

- **Action 1 : Diffusion de l'information**

Depuis la mise en place d'une liste de diffusion education-formation.climat.Af@climate-chance.org destinée à favoriser les échanges entre acteurs ayant participé à l'atelier, Climate Chance diffuse régulièrement des informations pertinentes relatives à l'agriculture, alimentation et reforestation en Afrique. Aujourd'hui, cette liste de diffusion composée de plus de 450 membres est essentiellement animée par l'équipe Climate Chance, ce qui reste insuffisant. **Les membres de la coalition sont vivement invités à partager toute information pouvant être utile pour les autres membres.**

- *Une newsletter (mensuelle ou tous les deux mois) co-écrite par les membres de la coalition mettant en avant des bonnes pratiques du secteur récemment publiés sur la cartographie, les opportunités de financements, les appels à projets, les opportunités de formation, événements intéressants, etc.*

- **Action 2 : Mapping des acteurs**

Nous proposons que les membres de la coalition effectuent en continu un mapping d'acteurs intéressants, de bonnes pratiques, de projets particulièrement impactant et répliquables à grande échelle dans le secteur de l'agriculture. Les membres de la coalition pourront communiquer ces éléments à l'Association Climate Chance qui se chargera de les mettre en valeur sur sa [Cartographie de l'action climat](#), dans sa [Bibliothèque de ressources documentaires thématiques](#) et dans le [Bilan annuel de son Observatoire](#). Ces projets seront également promus sur notre Portail d'action et, plus largement, ils pourront inspirer la communauté des acteurs non étatiques qui font partie de la coalition. Pour partager un projet, il suffit de [remplir ce formulaire](#).

- **Action 3 : Identification d'un projet pilote porté par les acteurs de la coalition**

Nous avons comme objectif de monter un projet collectif courant 2021, porté par les acteurs de la coalition elle-même, sur l'éducation en Afrique de l'Ouest. N'hésitez pas à écrire à association@climate-chance.org si vous avez des suggestions ou des idées structurantes à partager.



Exemples des projets portés par des acteurs locaux africains

Réseau Africain pour l'Éducation au Développement Durable (RAEDD)

L'association RAEDD, une des co-pilotes de cette coalition, mène des activités d'éducation au développement auprès des scolaires et de formation de formateurs en éducation au développement durable, en particulier dans la ville de Douala. Ses actions s'intègrent dans le Programme d'Action Globale de l'UNESCO sur l'éducation au développement durable.

Un exemple de projet réalisé par RAEDD est l'EDUFFODD "Les éducateurs et formateurs mettent en œuvre les objectifs du développement durable dans l'espace francophone". Ce projet de sensibilisation basé à Douala au Cameroun vise à renforcer des capacités des éducateurs en éducation au développement durable.

Dans le cadre du Programme d'action global de l'Unesco sur l'EDD (PAG) au Cameroun à travers le projet EDUFFODD, 5 séminaires de renforcement de capacités ont été organisés, 80 établissements primaires et secondaires touchés, plus de 1000 enseignants outillés sur l'EDD, plus de 10 000 élèves impactés et plus de 300 Eco délégués mobilisés, avec 4 écoles pilotes (3 secondaires et 1 primaire) du projet.

Organisation des jeunes Engagés pour le Développement Durable (OJEDD)

L'OJEDD travaille pour engager des jeunes au service du Développement Durable en Afrique et dans le monde. Ses domaines d'intervention sont: Environnement et changement climatique, Agriculture durable, Villes et Communautés durables, Santé et Éducation, TICs et numérique, et entrepreneuriat.

Dans le cadre d'éducation des population, l'OJEDD a réalisé le Programme d'éducation à l'environnement et au développement durable – Pro2ED – un projet visant à éduquer les populations sur l'environnement et le développement durable, et passer à l'action à travers des ateliers de recyclage et à la longue tendre vers une entreprise de construction durable. Le projet consiste à éduquer pour provoquer une prise de conscience par rapport à la notion de protection de l'environnement au sein des populations, valoriser des produits recyclés à base des déchets et faire des prestations en écoconstructions au Togo et en Afrique.